

Dans le manifeste socialiste
lisez seulement,
mais attentivement,
la phrase sur l'Alsace-Lorraine

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-59

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

O bella Syria !...

Ceci n'est pas une barcarole : ce n'est pas même une chanson. La Syrie est belle, mais d'une beauté antique, très nue. C'est une double chaîne de hautes montagnes, le Liban et l'Antiliban entre les flots de la Méditerranée et les sables du désert arabe.

Le Liban, les cédres ! Dans nos imaginations ou nos souvenirs, le Liban est l'ombreuse montagne empanachée de myrtes, où se cachent les amoureux, brûlants du Cantique des Cantiques ! Mais les indigènes, qui ne voient les choses qu'avec leurs yeux, ont depuis quatre mille ans appelé Liban, c'est-à-dire la Blanche, cette double chaîne que l'hiver charge de neige et dont l'été fait étinceler les roches dans le soleil.

De la roche ; quelques cédres ; des torrents dévastateurs ; quelques champs étroits en terrasse ; un rivage sans largeur sur la pente occidentale ; un désert immense sur la pente orientale ; une longue plaine cultivable dans le creux du milieu, dans la Bekaa, dans ce que les Grecs appelaient la Syrie Creuse : ne voilà-t-il pas de quoi faire une terre de richesses, et le sous-sol n'offre pas plus d'attraits.

La Syrie est belle à l'œil de l'indigène, du touriste et du missionnaire. Mais les expéditions coloniales ne se font pas pour l'œil et, si les cédres du Liban payaient le protectorat d'Irak, au temps où Salomon construisait son temple, c'est d'abord qu'ils étaient plus nombreux ; beaucoup plus nombreux qu'aujourd'hui, et c'est ensuite que Salomon construisait en bois. Nous construisons en fer et il pleut sur le temple ! On ne peut donc pas nous offrir la Syrie sans reconnaître que le cadeau nous doit être fort onéreux : c'est tout simplement un ou deux milliards qu'il nous y faudrait mettre, à fonds perdus, s'entend, et sans autre revenu assuré que la subvention annuelle que nous cotiserait encore cette propriété de famille. Voulez-vous qu'un jour nous voyions ensemble le détail de cet honnête placement ?

Aussi, avec la Syrie, nos diplomates nous ont déjà réservé trois autres provinces de l'empire turc : la Mésopotamie, la Palestine et la Cilicie, — au total 450 ou 500.000 kilomètres carrés ; les neuf dixièmes de notre France. — C'est beaucoup ! C'est trop peut-être. Mais c'est à prendre ou à laisser : les trois font bloc parce que, la Syrie ne payant pas et la Palestine non plus, il faut que la Cilicie paie pour la Syrie, et la Mésopotamie pour la Palestine.

J'avais là, devant ma table, mon vénérable ami le Révérend Père Dusigne, qui m'écrivait et me vantait cette marchandise :

— Mais pourquoi, mon Père, prendrions-nous le bloc ? Pourquoi ne resterions-nous pas les mains nettes ?

— Mais parce que la Syrie, c'est le protectorat catholique et que le protectorat catholique, c'est la France du Levant, la France tout court.

— Mais alors, mon Père, la Syrie me suffirait amplement.

— Oui ; mais la Syrie ne paierait pas les frais ; il faut la Cilicie avec.

— Prenons alors la Cilicie et la Syrie ; mais pourquoi la Mésopotamie ?

— Le bon Père sourit ; un éclair de malice traversa ses lunettes d'or :

— Parce que, la Syrie étant terre de Jésuites, c'est aux Dominicains que la Mésopotamie a toujours été réservée comme pays de missions : Beyrouth, c'est nous (mon vénérable ami le Père Dusigne est jésuite) ; Mossoul, c'est eux. Vous ne pouvez pas nous favoriser à leur détriment ; nous prendre et les laisser : il faut de l'équité en toute affaire française et de la charité en toute affaire chrétienne. Donc, avec la Syrie et, par suite, la Cilicie, vous êtes obligé de prendre encore la Mésopotamie, tout au moins Mossoul la dominicaine. Et puisque cette Mésopotamie de Ninive « paiera », la simple honnêteté vous oblige de prendre encore la Palestine qui, elle, ne paiera jamais. Oh ! non ! jamais ! mais vous coûtera, bonté divine ! plus d'ennuis, plus de subventions et plus de procès que n'en a jamais pu connaître même un administrateur de bureau arabe !

— Etes-vous sûr, du moins, mon Père, que la Cilicie paiera et que la Mésopotamie ne nous coûtera pas autant que la Palestine ?... Et que pensent les Syriens de cette affaire ?...

XXX

L'ŒUVRE
DIT
CE QUE
PENSE
HAUT
LE MONDE
BAS

Le jeu du blanc et du noir

SELON QUE TU SERAS PUISSANT...

Il y a deux jours, le bureau de la censure nous téléphona : « Les journaux ne doivent pas rendre compte du congrès socialiste. »

« Ne doivent pas ?... » Comment faut-il l'entendre ?

Cinq minutes après, nous demandons :

— Est-ce un conseil ? Ou une consigne ?

— Oh ! ce n'est qu'un conseil !

— Et qui le donne ? Est-ce l'autorité militaire ? Ou la censure politique ?

— Ce n'est pas l'autorité militaire.

— Alors, je vous remercie de votre conseil, mais il est bien entendu que nous ne le suivrons pas.

La-dessus, notre collaborateur spécial se dispose à continuer son compte rendu.

Dans la soirée, nouveau coup de téléphone :

— Cette fois, ce n'est plus un simple conseil : c'est un ordre formel.

— S'il en est ainsi !...

— Et les sanctions les plus sévères seront prises contre les journaux qui passeront outre à cette défense...

Diabole ! L'Œuvre vient à peine de renaitre (Noël ! Noël !). Allons-nous fournir à Anastasie le prétexte d'une nouvelle suspension ? Elle ne cherche que ça. Remettons donc au prochain numéro, pour voir, la suite de notre compte rendu...

Le lendemain, nous voyons que, malgré le veto, le Journal raconte tout ce qui s'est passé au congrès.

Dans la soirée, je reprends mon téléphone :

— Allô ! la censure !... Auriez-vous l'obligeance de me dire à quelle heure on a saisi le Journal ?

— Une voix interloquée balbutie :

— Saisir le Journal ? Vous voulez rire... Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

— La suspension du Journal ? Quelle plaisanterie !

— Eh ! nous ne rions pas ! Il est possible que messieurs les censeurs trouvent ce sujet plaisant, mais les journalistes le trouvent beaucoup moins drôle. Vous les avez menacés hier de vos foudres : nous sommes curieux de savoir aujourd'hui sur qui elles sont tombées. Car nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que l'autorité compétente puisse avoir deux poids et deux mesures, l'une pour le Journal, l'autre contre l'Œuvre. C'est pourquoi vous allez nous dire bien vite dans combien de jours le Journal sera autorisé à reparaitre, pour que l'Œuvre puisse offrir à Charles Humbert l'hospitalité de ses colonnes en le félicitant de sa vaillante rébellion...

— Pour combien de jours est-il suspendu ?

II

CIRCULAIRE N° 22979
12 h. 30, 19 décembre 1915.

Préfet police, direction de police judiciaire à commissaires divisionnaires et commissaires de police.

Prière faire saisir partout où ils seront trouvés, bibliothèques, gares, métros, kiosques, etc., tous exemplaires du journal l'Œuvre de ce jour 19 décembre.

Sans signature.

III

CIRCULAIRE P. M.

19 décembre, 23 h. 30.

Veillez faire saisir dans les conditions habituelles tous exemplaires du journal l'Œuvre en date des 20, 21, 22 et 23 décembre courant.

Signé : CHANOT.

IV

CIRCULAIRE N° 22997

19 décembre, 23 h. 35.

Directeur police judiciaire à commissaires divisionnaires et commissaires de police.

Prière saisir partout où besoin sera au cas où paraîtrait le journal l'Œuvre interdit 4 jours du 20 au 23 courant inclus.

Signé : MOUTON.

V

CIRCULAIRE

20 décembre, 14 heures.

Les dates de saisie du journal l'Œuvre sont modifiées. Lire : 21, 22, 23 et 24 décembre courant.

Les exemplaires saisis ce matin devront être rendus autant que faire se pourra.

Signé : CHANOT.

VI

CIRCULAIRE N° 23026

20 décembre, 16 h. 45.

Préfet police, direction de police judiciaire à commissaires divisionnaires et commissaires de police.

Conformément aux nouvelles instructions et pour confirmer avis télégraphique de ce jour prière de ne pas saisir et laisser mettre en vente le n° daté d'aujourd'hui 20 décembre du journal l'Œuvre. L'interdiction de ce journal partira de demain et portera donc sur les 21, 22, 23 et 24 décembre 1915.

Sans signature.

VII

CIRCULAIRE

20 décembre, 22 h. 40.

Contrairement à circulaire précédente les dates de saisie du journal l'Œuvre sont modifiées comme ci-après : 20, 21, 22 et 23 décembre.

Ce journal pourra donc paraître le 24 courant.

Signé : CHANOT.

VIII

CIRCULAIRE N° 23039

21 décembre, 13 h. 45.

Préfet police, direction de police judiciaire à commissaires divisionnaires et commissaires de police.

Comme suite à télégramme d'hier au sujet de l'interdiction du journal l'Œuvre je vous prie de faire saisir partout où ils seront trouvés, bibliothèques, gares, métros, kiosques, etc., tous exemplaires du journal l'Œuvre en date des 20, 21, 22 et 23 décembre 1915.

L'Œuvre est donc autorisée à paraître à partir du 24 courant au matin.

Signé : MOUTON.

Vous représentez-vous, d'autre part, le nombre de préfets, sous-préfets, commissaires, policiers, gendarmes, qu'il a fallu réveiller et mobiliser d'un bout à l'autre du territoire pour empêcher les Français d'apprendre que le général de Castelnau venait d'arriver à Salonique, — nouvelle qu'avaient donnée tous les journaux étrangers et que l'agence Havas publiait le lendemain !

Par ce temps de lubriques ou mornes spectacles, comme ce vaudeville policier serait désopilant, si... les Allemands n'étaient pas à Noyon !

Gustave Téry

LE GUL-DE-SAG

Je ne parlerai pas de l'Angleterre. Le service obligatoire y produit des remous ministériels intéressants.

Mais le moins que j'en pourrais dire, si je l'essayais sur ma lyre, la briserait comme un roseau.

Car, depuis que la censure diplomatique a été abolie chez nos voisins, la nôtre, en bonne sœur, croit devoir user de vigilance pour deux. Et l'on arrive à ce résultat comique, qu'un magazine de Londres m'écrit pour me proposer de publier en anglais les articles que l'Œuvre se voit censurer en français parce qu'ils traitent de l'Angleterre.

Je ne parlerai pas de la Hollande. Les Boches violent les neutres. Nous autres, il nous est interdit d'examiner la simple

hypothèse d'un acte de ce genre, même pour le déconseiller. L'idée seule de la pudeur, a dit saint Augustin, est impudique.

Je ne parlerai pas de l'Italie. Je serais forcé de redemander pourquoi elle ne va pas à Salonique. Et cette demande, je m'en rends compte, est indiscrète.

En somme, la censure verrait avec plaisir que je ne parle ni de l'Europe, ni de l'Afrique, ni de l'Orient, ni de l'Amérique. Après ça, il me reste la Chine et les grandes Indes. Par chance, il vient de s'y produire deux événements en notre faveur.

A Bombay, dix mille délégués ont solennellement affirmé le loyalisme de trois cents millions d'Hindous envers le régime britannique, qui les a délivrés des guerres intestines et des famines périodiques. C'est la fin d'un grand espoir boche : les Indes ne se soulèveront pas ! Ni l'Inde brahmanique, ni l'Inde musulmane ! Guillaume II peut décommander ses chameaux pour Bagdad. A quoi bon Bagdad, si l'Hindoustan est fermé ? Il les ramènera sur l'Egypte, mais l'Egypte, si elle n'est plus la clef des Indes, n'est qu'un champ de coton. Expédition dispendieuse, recette problématique, tardive et minime.

En Chine, la province du Yun-Nan (une province de quarante millions d'âmes) lève les bannières de la guerre civile contre le prétendant Yuan-Shi-Kai, qui prétendait avoir pour lui l'unanimité des mandarins. En fait d'unanimité, il avait surtout celle des commerçants boches installés dans le Céleste Empire, lesquels obéissaient visiblement à un mot d'ordre. Guillaume II extravaguait-il jusqu'à rêver de turquifier la Chine ? La révolte du Yun-Nan, que va suivre toute la Chine du Sud, casse en morceaux le beau vase où ce fumeur d'illusions mettait l'opium de ses derniers rêves.

Alors, si la Chine et les Indes sont barrées, à quoi rime encore la chevauchée à travers la Turquie désertique, devenue un cul-de-sac ?

Maurice de Waleffe

Albert Savarus

Le Congrès est terminé

Cette fois, plus aucun doute : le Congrès socialiste est terminé.

Nous avions annoncé, hier déjà, que les congressistes avaient, très tard dans la matinée, trouvé la motion qui devait clore leurs travaux. Nous avions compté sans les difficultés de la dernière heure.

Elles sont survenues au moment où les délégués de province s'acheminaient vers la gare. Elles furent nombreuses et graves puisqu'elles nécessitèrent deux nouvelles séances.

Voici les faits :

A dix heures, mardi soir, la commission de résolution était réunie en deux sous-commissions. Chacune d'elles élaborait un texte, qu'elle soumettait à sa voisine. Et de porte à porte on causa ; on discuta pour ne jamais se mettre d'accord.

Les préposés à la rédaction suivaient sang et eau et s'évertuaient réciproquement à se convertir. Mais ce fut en vain. Des hommes de bonne volonté ne cessaient d'apporter leur collaboration bénévole, cependant que les grands chefs venaient donner leurs conseils et proposer leur texte. Et pendant ce temps, les congressistes restaient dans la salle commune, les uns bavardant, les autres somnolant, d'autres enfin cherchant dans un sommeil réparateur l'oubli des principes contradictoires affirmés par une multitude d'orateurs.

Et les heures passèrent. Alors que nous mettions sous presse, les palabres continuaient. L'aube naquit ; sept heures sonnèrent que le silence n'était pas encore tombé rue Grange-aux-Belles.

Comme on n'aboutissait pas, on alla se coucher.

de Bebel et de Liebknecht, au sein de la nation allemande elle-même.

Ce droit rétabli, la France saura se montrer prévoyante et juste en demandant à l'Alsace-Lorraine elle-même d'affirmer à nouveau, solennellement, comme le firent ses représentants à l'Assemblée de Bordeaux, sa volonté d'appartenir à la communauté française.

Les gouvernements ennemis disent à leurs peuples qu'en voulant la délaite du militarisme prussien, c'est la destruction même de l'Allemagne qu'ils poursuivent les Alliés. Le Parti socialiste repousse pour son compte une telle conception. Ni destruction politique de l'Allemagne, qui serait de nouveau conduite, à travers le temps, à reconstruire son unité par le fer et par le sang, ni destruction économique qui, en comprimant, au mépris de tout droit, une population considérable, la jetterait aux suprématies colères du désespoir.

Mais le militarisme prussien, système de brutalité, volonté d'hégémonie allemande d'abord, mondiale ensuite, est, de tous les militarismes, le plus dangereux pour la sécurité du monde, pour le retour de l'Allemagne elle-même à un développement de progrès pacifique.

Réduire le militarisme prussien à accepter les procédures du droit, c'est obliger à se détruire lui-même, en reniant sa raison d'être. C'est ainsi que la guerre de 1915 pourrait être la dernière des guerres. Pour qu'elle le soit, il faut aux Alliés, non seulement la victoire par les armes, mais le concours des peuples. Le premier est celui du peuple allemand lui-même, enfin tiré de l'abominable ivresse où ses gouvernements l'ont plongé.

Ainsi, le Parti socialiste français, ayant à envisager s'il y a lieu de reprendre les relations internationales, et, par là même, les rapports avec la section allemande, lie la reprise de cette activité à des actes.

Clairement et sans ambiguïté, la Social-Démocratie devra redonner force et vie aux principes des longtempis fixés par l'Internationale :

Répudiation de l'impérialisme et des politiques de conquête ;

Affirmation du droit pour les peuples à disposer d'eux-mêmes et pour les nationalités ou fractions de nationalités violentées à fixer elles-mêmes leur statut ;

Protestation contre les violations du droit international et des neutralités placées sous la garantie de l'Europe.

C'est lorsque ces affirmations auront été faites non seulement comme formule de résolution, mais comme règle vivante d'action contre le gouvernement impérial ;

C'est seulement lorsque ces actes décisifs auront été accomplis par la Social-Démocratie ou par la minorité opposante, que la reprise des relations pourra être envisagée.

Le congrès rappelle au groupe socialiste parlementaire que l'unité d'action comporte l'unité de vote au Parlement dans les questions d'ordre général.

Le congrès rappelle enfin à tous les militants élus et aux fédérations la nécessité, plus que jamais impérieuse, de l'unité du Parti.

Il rappelle que toute action publique, dans la presse, dans les interventions au Parlement ou dans la propagande, doit être commandée pour chacun, à la fois, par l'observation loyale de la résolution votée par le congrès, comme par le souci de ne compliquer par aucune outrance de langage, ni par des polémiques de personne, les difficultés de l'action.

Il rappelle à tous que toute action divergente pourrait avoir pour conséquence non seulement un affaiblissement de l'unité du Parti, mais encore l'affaiblissement de l'œuvre de défense nationale, à laquelle le Parti collabore.

Le Parti compte, en ces heures redoutables, que ses militants de l'arrière, que ses combattants du front, pour accomplir leur double devoir, sauront s'inspirer du souvenir ardent de Jaurès et de Vaillant, les deux grands morts que le Parti pleure et que la guerre, déchaînement de haines sauvages ou force généralisée des douleurs immenses, a ravis à la cause de la France et du Socialisme international.

Les Communiqués

15 heures.

Nuit calme, sauf dans le secteur de Chaumes où on signale un combat à coups de grenade, et en Champagne, où nous avons bombardé des organisations ennemies à l'ouest de la ferme de Navarin.

23 heures.

En Belgique et en Artois, l'artillerie s'est montrée active, de part et d'autre, au cours de la journée.

Au nord de l'Aisne, nous avons détruit par notre tir des abris de mitrailleuses et dispersé des travailleurs autour de la Ville-aux-Bois.

En Argonne, nous avons fait exploser deux mines vers la cote 285, au nord de la Fille-Morte. Un petit poste allemand a sauté.

Sur les Hauts-de-Meuse, un tir de notre artillerie sur une batterie allemande repérée au bois de Warmon, nord-est de Saint-Mihel, a donné, d'après les renseignements de notre aviation, le meilleur résultat.

Dans les Vosges, canonnade assez vive sur divers points du secteur ; notamment entre la Ficht et la Thur ; très violente dans la région de l'Ertmannswillerkopf.

Malgré de violentes contre-attaques ennemies, l'action entamée hier nous a laissés, en fin de journée, maîtres d'une série d'ouvrages allemands établis entre le Rehfelden et le Hirsztstein, qui s'ajoutent aux tranchées déjà perdues par l'ennemi.

Le nombre des Allemands tombés entre nos mains depuis hier s'élève à trois cents. Le total des prisonniers valides faits depuis le début de ces opérations est actuellement de seize cent soixante-huit. Aux dires unanimes des prisonniers, les pertes allemandes, au cours de notre attaque du 21 et des journées suivantes, sont considérables.

MIEUX VAUT TARD...

Le ministre de l'intérieur vient de se mettre d'accord avec le ministre de la guerre pour décider la création, pour le camp retranché de Paris, d'une brigade centrale qui réunira tous les renseignements des divers agents chargés de la surveillance des suspects. La direction de ce service a été confiée à M. Mouton, directeur de la police judiciaire, à qui a été adjoint M. Benzech, commissaire aux délégations spéciales et judiciaires.

Hors d'Œuvre

CHIENS ET CHATS.

La Société protectrice des Animaux a fait apposer un peu partout une affiche ainsi conçue :

IL Y A

TROP

DE CHIENS ET DE CHATS MALHEUREUX
SUPPRIMEZ LES PORTÉES
A MESURE QU'ELLES NAISSENT

Ce malthusianisme à l'usage des races canine et féline peut paraître amusant dans les circonstances où se débat présentement l'humanité.

Ainsi, d'après la conception de la S.P.A., les chiens et les chats ne doivent venir au monde que si le bonheur les y attend, sous forme de pâtées, de caresses, de mou et de susurre.

Eh bien, et nous ?

Ah ! nous, c'est différent. Nous avons une mission sociale à remplir sur la terre. C'est pourquoi rien ne doit nous dispenser de comparaître dans cette vallée de larmes. Aucune pitié indulgente n'a le droit d'intervenir, avant notre naissance, pour nous faire grâce de la vie.

Il en est de même du cheval, qui a un rôle social à remplir. Il en est de même du veau, et de l'agneau et du canard en bas âge, et du poulet qui sort de l'œuf.

Cependant, le cheval a les coups de fouet comme perspective et l'éreintement comme carrière. Le pauvre jeune veau deviendra un lamentable bœuf ; l'agneau descendra au grade de mouton, puis au rôle de cotolette. Le poulet sera mis à la broche. Le canard sera torturé par une maladie de foie.

Quant à l'enfant, grandissant à force de souffrances, il deviendra un homme (ce qui n'est pas drôle), ou une femme (ce qui l'est encore moins), puis un vieillard (ce qui est plutôt triste).

De la pitié pour les chiens et pour les chats qui ne sont pas encore nés ? Au risque de paraître sans cœur, je vous avoue que, devant le spectacle d'un aveugle conduit par un chien, ce n'est pas le chien que je plains, c'est l'aveugle.

De même, dans l'histoire de la mère Michel qui a perdu son chat, je me moque complètement du chat, et je plains la mère Michel.

ZETTE

Confirmation

Des détails nous parviennent sur l'étrange cas du Boche permissionnaire, auquel nous ne voulions pas, tout d'abord, ajouter foi.

Il s'agit d'un soldat du 106^e régiment allemand, prisonnier à Montauban, autorisé par le gouvernement français à se rendre à Leipzig pour embrasser un frère mourant. Le « permissionnaire » est arrivé à La Plaine, accompagné d'un caporal qui l'a remis à la garde suisse. Le prisonnier a été conduit à la caserne de Plainpalais, d'où, après interrogatoire, il a pu poursuivre son voyage sous l'escorte d'un sergent jusqu'à Schaffhouse. Le soldat allemand s'est engagé sur l'honneur à regagner Montauban avant dix jours.

Le gouvernement français, épris d'égalité comme d'humanité, n'a aucune raison pour refuser la même faveur aux autres prisonniers boches qui feront valoir les mêmes motifs.

Jusqu'à ce que le gouvernement français s'aperçoive que les Boches peuvent avoir de l'honneur une conception équivalente à celle que s'en font leur kaiser et son grand chambelier.

Ces permissions seront bien commodes pour le service d'espionnage allemand en France. Et les soldats boches, lorsqu'ils feront : « Kamarad ! » sauront, désormais, qu'ils prennent un aller et retour.

Acceptons-en l'augure

Il y a quelques années, M. Jobayobaz, élève de l'Ecole des Beaux-Arts à Belgrade, fut chargé de dessiner un nouveau timbre-poste serbe. Il donna un croquis qui représentait les têtes de la dynastie des Kara-Georges et du roi actuel, Pierre I^{er}.

Mais lorsque ce timbre fut émis, on s'aperçut qu'en le regardant à l'envers, on apercevait assez nettement une tête de mort.

Aujourd'hui, les Serbes réfugiés, en faisant remarquer ce détail, insistent sur la curieuse ressemblance que cette tête de mort présente avec celle de Guillaume II.

Ils voient là un présage, et aussi une raison d'espérer.

Fortes paroles

M. Albert Ballin, directeur de la « Hamburg-Amerika Linie », vient de publier dans la Gazette de Voss un article qui donne la clé du problème maritime.

On y trouve des vérités inédites :

« Les océans séparent les nations les unes des autres... En temps de paix, les mers sont toujours libres ; mais, en temps de guerre, elles sont dominées par la flotte la plus forte. »

Les actionnaires de la « Hamburg-Amerika Linie » seront heureux d'apprendre qu'après dix-huit mois de réflexion, leur président a enfin trouvé une explication satisfaisante de l'immobilité de leur flotte commerciale.

A la Chambre

LE TORPILLAGE de la « Ville-de-la-Ciotat »

Vote de la loi sur les charbons

Au début de la séance, M. Outrey, député de l'Indochine, pose une question au ministre de la marine sur le récent torpillage de la Ville-de-la-Ciotat. Il ne veut point, par là, articuler un grief quelconque contre l'administration actuelle de la marine. Il a pour le ministre de la marine le plus grand respect.

Il ajoute :

M. OUTREY. — Je demanderai à M. le ministre de la marine s'il ne serait pas possible de faire escorter, entre Marseille et Port-Saïd — ou tout au moins sur la partie la plus dangereuse de ce parcours — nos grands courriers d'Extrême-Orient.

Je lui demanderai également — avec toutes les précautions que nécessite un sujet aussi délicat — si les gouvernements alliés — dont les courriers postaux entre l'Europe et l'Extrême-Orient sont constamment menacés — vont continuer à tolérer que les seules communications qui puissent s'effectuer sans risques soient celles dont se servent les Austro-Allemands.

Sans insister sur ce dernier point, je voudrais suggérer au gouvernement de trouver des moyens propres à faire cesser une situation sur laquelle j'appelle toute son attention.

M. L'AMIRAL LACAZE, ministre de la marine. — Je voudrais dire tout d'abord combien il me serait profondément désagréable de voir mêler une question de personne à la question si troublante dont il s'agit en ce moment. (Applaudissements.)

Sur ce que nous comptons faire pour répondre aux actes de barbarie que M. Outrey a si justement flétris, je ne dirai qu'un mot.

Je ferai, demain comme hier, tout ce que je pourrai pour assurer la sécurité de la navigation dans toute la mesure du possible. (Applaudissements.)

Mais je peux m'associer sans réserve à l'émotion et à l'indignation de M. Outrey à propos de l'acte abominable commis après tant d'autres par nos ennemis. (Applaudissements.)

Permettez-moi, à ce sujet, d'évoquer un souvenir personnel.

Je me vois à la conférence de La Haye, à la séance émouvante où le premier délégué allemand, le baron de Marschall, ayant eu voir dans les paroles d'un de nos députés un doute sur les sentiments d'humanité des officiers allemands, avait bondi comme sous un outrage et s'était dressé devant nous pour protester contre ce soupçon.

Je me souviens de ces paroles, qui m'avaient profondément ému, comme elles avaient ému les délégués des quarante-quatre nations représentées, et je me dis qu'il est mort à temps pour ne pas voir ces hommes, qu'il avait placés si haut devant les nations, fouler aux pieds les engagements qu'il avait pris en leur nom, pour ne pas les voir commettre l'acte le plus abominable, un acte devant lequel reculeraient les peuplades les plus sauvages, un attentat prémédité et réfléchi contre les femmes et les enfants. (Très bien.)

A cet acte-là il n'y a aucune excuse, aucun prétexte d'excuse. Le bâtiment attaqué ne portait que des passagers inoffensifs, des femmes et des enfants. Il n'y avait à bord aucun combattant, ni aucun matériel de guerre, et, sans avertissement, froidement, l'attentat a été commis, comme tant d'autres l'avaient été avant lui. (Applaudissements.)

Pour y répondre, pour flétrir les officiers qui se sont ainsi conduits, je ne puis mieux faire que de les renvoyer aux paroles du baron de Marschall à la conférence de La Haye. (Vifs applaudissements.)

L'incident est clos.

M. Guernier profite de ce que l'amiral Lacaze est présent pour le questionner à son tour sur cette anomalie qui consiste à accorder une pension, sur la caisse des Invalides ou de l'Etat, aux marins blessés dans l'exercice de leur profession et rien du tout à ceux qui sont blessés en se battant.

Le ministre de la marine promet de saisir de ce cas bizarre le ministre des finances.

LES CHARBONS

La Chambre adopte deux projets de crédits qui sont revenus du Sénat, un peu modifiés, et elle enlame la discussion des articles du projet de loi sur la taxation des charbons.

M. Paisant parle premier en faveur de son contre-projet.

— Mon projet, dit-il, repousse la péréquation, et le projet de la commission repose uniquement sur cette péréquation. Si vous écarter mon contre-projet, vous aurez inéluctablement voté la péréquation. (Très bien.)

C'est, en effet, ce qui se produit. Le contre-projet Paisant est enterré par 292 voix contre 212.

On discute alors l'article premier du projet de la commission, qui est ainsi rédigé :

Il est institué, au ministère des travaux publics, un office de répartition qui prend le nom d'Office national de répartition des combustibles. Cet office est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

M. Lerolle, de sa place, parle contre. M. Sembat monte à la tribune et explique que le gouvernement est prêt à supprimer la phrase relative à la personnalité civile et à l'autonomie financière, ce qui prévient bien des objections.

M. Siegfried propose que la Chambre vote un crédit pour acheter les charbons. Il s'agit d'acheter et de revendre aussitôt.

— L'Etat ne doit pas être marchand de charbons ! répond M. Sembat.

L'article premier est voté à mains levées.

L'article 2, qui prévoit la centralisation et la répartition des charbons, les réquisitions délivrées par l'Office national, est également voté.

L'organisation des bureaux de vente et leur fonctionnement, sous la présidence de l'ingénieur en chef des mines pour les bassins français et de l'ingénieur en chef du service maritime pour les centres d'importation, fait l'objet de l'article 3.

M. de Wendel, de sa place, émet de nombreuses considérations qui tendent à persuader la Chambre que l'organisation prévue par l'article 3 durera de longs mois et rencontrera d'invincibles obstacles.

L'article 3, un peu modifié pour tenir compte des observations de M. de Wendel, est adopté à mains levées.

L'article 4 règle le rôle des préfets dans leurs rapports avec les bureaux de vente.

L'ensemble de cette loi, qui ne constitue qu'un monstre de plus, est voté par 347 voix contre 11.

On n'en paiera le charbon ni plus, ni moins cher.

La Chambre s'ajourne ensuite, après une courte allocution de M. Deschanel, exaltant la vaillance de nos soldats et des soldats alliés, et laissant présager pour 1916 la victoire que mérite leur courage indomptable.

Jean Drault

Les suites et les dessous

dé l'affaire Lombard

GARFUNKEL

était-il espion ?

S'il court toujours Garfunkel doit être loin, et il y a peu de chances que le mandat d'extradition qu'on s'est décidé à lancer contre lui, comme à regret, soit exécuté. Ce n'est pas que le principal complice de Lombard soit si bien caché qu'on ne puisse le découvrir en Suisse, mais il est à prévoir qu'il a quitté ce terrain neutre pour un autre plus hospitalier aux criminels.

Homme universel, le faux docteur Georges avait des amis jusque de l'autre côté du Rhin. Il était au mieux avec le fameux maire de Strasbourg, vous savez bien, celui-là que le kaiser gratifia de la croix de fer en récompense de la façon dont il se comporta envers les Alsaciens. Leurs relations n'étaient pas seulement commerciales, et certaines affaires traitées se trouvaient être un peu spéciales. Les petits cadeaux entretenaient l'amitié. Garfunkel avait répondu à l'envoi d'un riche stylographe en or par l'envoi d'un pistolet à répétition.

De nombreux Allemands rencontraient très régulièrement l'indicateur de la police avant la guerre. Il y en avait de toutes sortes. On se souvient, maintenant, que plusieurs ne venaient jamais boulevard de Sébastopol. Les rencontres avaient lieu dans un petit pavillon du côté de Joinville. Ces conciliabules mystérieux sont encore mal connus. Il en est résulté une correspondance et des envois de victuailles d'Allemagne en France qui cessèrent quinze jours avant le commencement des hostilités.

Coincidence curieuse, Garfunkel avait quitté Paris dans les premiers jours de juillet. « Je vais en Belgique et en Hollande pour une affaire importante », avait-il dit à ses amis. Il n'est pas impossible qu'il ait fait comme il l'a dit, mais ce qui est également certain, c'est qu'il est allé à Posen, bien qu'il n'en ait parlé à personne, sauf à un de ses employés. Toujours est-il qu'en rentrant, après une absence de quinze jours, il annonça à quelques intimes : « Cette fois-ci, il n'y a pas à en douter, la guerre est virtuellement déclarée. » Et dès ce moment, il ne reçut plus aucun colis, ni aucune lettre, tout au moins à l'adresse habituelle.

Le capitaine Bouchardon, rapporteur pour le 3^e conseil de guerre, reçoit des dépositions de quelques-uns des personnes qui ont connu Garfunkel et qui n'ont pas de raisons de se taire. Deux éditeurs de musique se sont trouvés en rapports avec le repris de justice, dans des circonstances très différentes : l'un eut affaire au mandoliniste ; l'autre au médecin.

Pour M. A., c'était à Saint-Etienne, en 1901, tandis qu'il dirigeait un cabaret qui s'intitulait modestement les Quatre Arts Stéphanois. Sa direction fut malheureuse et Garfunkel brisa sa mandoline. Il construisit alors un four dans lequel, digne précurseur de Lemoine, il faisait fondre de la terre avec les fonds qu'un riche propriétaire du pays avait eu l'imprudence de lui remettre pour fabriquer du diamant. Ce dernier ne vit pas plus de diamant qu'il ne revit son or.

Quant à M. D., il s'était contenté d'envoyer, en 1911, au fameux docteur Georges, 54, rue de Bondy, une jeune chanteuse morphinomane. C'était un pharmacien du faubourg Saint-Martin qui lui avait donné cette adresse en l'assurant que Garfunkel avait une méthode excellente. La cliente ne fut pas de cet avis malgré son désir sincère de guérir. Et l'éditeur de musique ne fut guère plus satisfait du traitement que Garfunkel, le voyant fatigué et légèrement anémié, l'envoya suivre chez un médecin de ses amis. Il subit douze piqûres sans autre résultat que de recevoir de Georges Garfunkel une traite de 120 francs qu'il dut payer.

Albanie et Montenegro



Des trois tronçons que formait l'armée serbe en retraite, l'un, celui qui fut à Monastir, s'est échappé, en partie, à travers la Grèce. Il a rejoint le corps franco-anglais sur la route de Salonique.

Un autre, à l'extrémité opposée, après avoir livré ses derniers combats dans le sandjak de Novi-Bazar, s'est retiré dans la direction de Scutari, à travers la Monténégro.

Ses adversaires, qui commandait Kowess, des Autrichiens et peut-être encore une division allemande, ont entamé la poursuite. Les Monténégrins déployés derrière le Lim, les ont arrêtés pendant près d'un mois ; maintenant, repliés sur la Tara, ils les contiennent de la même façon. Ces jours derniers, ils les ont même malmenés si vigoureusement que leurs avant-gardes ont dû se replier sur les gros à Rosita, Belopolje, Neolite. La nature du pays et la saison retardent l'arrivée des gros canons, et ces montagnards intrépides en profitent.

Malheureusement, l'armée du roi Nicolas est dans une situation tactique fâcheuse. Son front a la forme d'une équerre. Une branche, sur la Tara, fait face au nord ; l'autre, parallèle à la frontière d'Herzégovine, fait face à l'ouest. Cette dernière appuie sa gauche au Mont Lovcen qui domine Cas taro. La chute de cette position permettrait de prendre à revers toute la défense monténégrine. Heureusement les Autrichiens qui attaquent de ce côté ne mordent pas.

Une route, plus ou moins bonne, conduit d'Ipek à Scutari ; c'est sur cette voie que se fait la jonction entre l'armée de Kowess et les Bulgares de Bojadef.

Les Allemands de Gallwitz, qui furent naguère entre les deux, ont disparu.

Les Bulgares ont débouché par tous les chemins qui, partant d'Ipek, de Prizrend, de Diakova, de Dibra, de Struza, d'Okrida, conduisent à l'Adriatique. Comme c'est la règle en pays de montagne, les colonnes suivent les vallées, flanquées par des détachements qui se répandent dans les sentiers et s'emparent des cols.

Le tronçon central de l'armée serbe, après Mitrovitza, Prichina, Katchnik, a battu en retraite vers la côte. On ne sait trop dans quels dédales la droite bulgare, lancée sur ses derrières, est aujourd'hui empêtrée ; mais la gauche a atteint El-Bassan, et sa flanc-garde menace Berat, après s'être battue avec des Grecs d'Epire à Koritza.

Que vont devenir ces deux grosses masses serbes, sans canons, sans armes, sans munitions, sans équipement, sans vivres ?

Vont-elles absorber au sein de leur ravitaillement et de leur reconstitution toute l'activité italienne ?

Il est probable que le conseil international en a délibéré.

Il a dû également envisager le rôle futur des Italiens débarqués à Durazzo, Alessio et Valona.

A défaut de renseignements précis à ce sujet, nous nous bornerons à dire que le moment ne semble pas venu pour ceux-ci d'entreprendre la moindre offensive à travers l'Albanie. Les Serbes ne pourraient les suivre d'ici longtemps.

Il ne semble pas, du reste, que nos alliés aient envoyé les effectifs nécessaires pour cela. La saison ne s'y prête d'ailleurs point.

Il est probable plutôt que, comme Salonique, les ports de l'Adriatique vont être transformés en points d'appui maritimes, camps retranchés ou places du moment, contre lesquels il ne nous déplairait point de voir Autrichiens et Bulgares disperser leurs efforts.

Nous sommes trop opposés à cette tactique de dispersion pour ne pas éprouver une grande satisfaction en voyant nos ennemis l'employer.

Général Verraux

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection d'une nouvelle bande.

Petit Guide à l'usage des Locataires et même des Propriétaires

Permettant de lire et même de comprendre le nouveau décret sur le moratorium des loyers

Il ne diffère pas de ceux qui l'ont précédé... ou si peu. « Qui peut payer doit payer » a solennellement proclamé la tribune du Sénat le président du Conseil, sous-entendant, sans doute, l'évidente contre-partie : « Qui ne peut pas payer en sera dispensé ». Mais, tout comme avant, par l'effet du nouveau décret, qui peut parfaitement payer demeure autorisé, que dis-je ? incité à n'en rien faire, et qui en est totalement incapable demeure contraint de solder ses termes.

Ce décret n'a qu'une excuse, à croire les motifs que le précédent. Il sera le dernier.

Comme il nous régira tout de même un trimestre entier, tâchons au moins de le rendre intelligible. Ce n'est pas tâche aisée. Le garde des sceaux, lui-même, en le défendant et le commentant, a fait plusieurs confusions entre les catégories multiples de locataires qu'il institue. Il en a compté jusqu'à trois. Il n'y en avait pas moins de dix-neuf. Il y en a maintenant vingt-et-une.

Voici donc le petit guide du locataire et aussi du propriétaire, divisé par régions, taux de loyers, qualités du « preneur ». Chacun ira à la case qui l'intéresse et y trouvera réunies les règles qui le concernent. Si le tout paraît encore bien compliqué, parfois un peu incohérent, qu'on soit bien assuré que c'est strictement la traduction du dernier décret et de ceux qui l'ont précédé.

I. — LOCATAIRES MOBILISÉS

Sur tout le territoire, ces locataires patentés ou non, et même logeant en garni, ont, pour tous leurs loyers, quel qu'en soit le montant, échus depuis la mobilisation ou à échoir jusqu'au 31 mars 1916, une nouvelle prorogation de trois mois.

Pour bénéficier de ce moratorium ces locataires doivent être « présents sous les drapeaux », c'est-à-dire incorporés dans un corps de troupe. Tel n'est pas le cas des hommes en sursis d'appel, des hommes libérés provisoirement et des hommes détachés dans les usines. Par contre, pendant les six mois qui suivent leur libération les réformés sont considérés, à cet égard, comme encore mobilisés, si leur réforme provient de blessures ou de maladies contractées à la guerre.

Ces locataires ne sont même pas tenus de payer les charges accessoires de la location, ni la part d'impôt supportée par le propriétaire et qui leur incombe. Ils ont pour ces dettes même délai que pour le loyer principal.

Le propriétaire n'est pas admis à prouver qu'ils sont en état de payer. S'ils viennent à décider ou à « disparaître », leur femme ou ceux de leurs parents qui habitent avec eux bénéficient des mêmes avantages.

Ces personnes (et même en ce cas tout autre héritier) peuvent même mettre fin à la location et, avec autorisation du juge de paix, quitter les lieux loués sans avoir rien à payer en préalable, pour les termes dus ou pour les réparations locatives. Le juge de paix fixe seulement le délai qu'ils ont pour s'acquiescer.

Les mobilisés peuvent également, ou, à leur défaut, les membres de leur famille habitant avec eux, sortir des lieux loués, avec l'autorisation du juge de paix, sans avoir à payer les loyers échus, en enlevant tout ou partie de leur mobilier. Mais le bail ou la location continue, en ce cas, jusqu'à expiration normale et les loyers demeurent dus.

II. LOCATAIRES NON MOBILISÉS

(Ne bénéficient pas du moratorium les sujets des nations ennemies demeurés en France, à moins qu'ils ne soient des Alsaciens-Lorrains, des Polonais ou des Tchèques, munis de permis de séjour.)

1° Zone des armées

Cette zone n'est pas strictement la zone des armées délimitée par l'autorité militaire. Elle comprend les départements suivants : Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Oise (arrondissements de Compiègne et de Senlis), Pas-de-Calais (arrondissements d'Arras, Béthune et Saint-Pol), Seine-et-Marne (arrondissements de Coulommiers, Meaux, Melun, Provins), Somme (arrondissements d'Amiens, Doullens, Montdidier et Péronne), territoire de Belfort, Vosges (arrondissements d'Épinal et Saint-Dié).

Dans cette zone, tous les locataires, même non mobilisés, patentés ou non, et les locataires en garni, ont pour tous leurs loyers, quel qu'en soit le montant, échus depuis la mobilisation ou à échoir jusqu'au 31 mars 1916, une nouvelle prorogation de trois mois.

Ces locataires sont toutefois tenus au paiement des charges accessoires de la location (frais d'éclairage, de chauffage et de consommation d'eau) et de la part d'impôt qui leur incombe, d'après le chiffre fixé au bail ou d'après celui que fixe, faute d'accord, le juge de paix, avec un maximum de 5 0/0 du loyer annuel.

Le propriétaire est admis à justifier devant le juge de paix que ses locataires sont en état de payer tout ou partie des termes prorogés.

Le loyer ne peut être réclamé qu'à terme échu et après déduction de toutes sommes versées d'avance.

Ces locataires ne peuvent être autorisés à mettre fin à leur location. Ils peuvent être autorisés à quitter les lieux loués sans avoir à payer, en préalable, les loyers en retard, mais seulement pour leurs locaux commerciaux, s'ils sont patentés, ou pour leurs locaux d'habitation, si le loyer en est égal ou inférieur à 600 francs, dans les villes de 100.000 habitants et plus, à 300 francs,

dans celles de 5.000 habitants et plus, à 100 francs partout ailleurs.

2° Département de la Seine et communes de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon

a) INDUSTRIELS, COMMERÇANTS ET AUTRES PATENTÉS

Les règles qui suivent s'appliquent aussi bien aux locaux affectés au commerce ou à la profession qu'à ceux qui sont affectés à l'habitation.

1° Loyer, égal ou inférieur à 600 francs. — Prorogation de trois mois pour tous les loyers échus depuis la mobilisation ou à échoir jusqu'au 31 mars 1916.

Les charges sont dues comme il est dit plus haut.

Le propriétaire n'est pas admis à prouver que ses locataires peuvent payer, à moins que ceux-ci n'aient un emploi qui leur rapporte annuellement, indemnités comprises, trois mille francs ou plus.

Le locataire ne peut être autorisé à mettre fin à sa location, mais peut être autorisé à quitter les lieux loués en enlevant tout ou partie de son mobilier sans paiement préalable de ses loyers en retard.

2° Loyer supérieur à 600 francs et égal ou inférieur à 2.500 francs. — Même règle que ci-dessus, mais le propriétaire est admis à prouver que son locataire est en état de payer.

Le loyer ne peut être réclamé qu'à terme échu et après déduction de toutes sommes versées d'avance.

3° Loyer supérieur à 2.500 francs et sans limitation. — Pour les loyers venant à échéance du 1er janvier au 31 mars 1916, une prorogation de trois mois est accordée aux locataires qui, à la veille du terme au plus tard, auront fait une déclaration au greffe de leur justice de paix qu'ils sont hors d'état de payer tout ou partie du loyer échu. Le propriétaire peut contester leur déclaration et, en ce cas, les locataires sont tenus de présenter toutes preuves la justifiant.

Pour les loyers échus antérieurement au 1er janvier 1916 et qui n'auraient pas été payés en conformité des décrets précédents, une prorogation de trois mois est à nouveau accordée sans déclaration préalable. Le propriétaire est admis à faire la preuve que le locataire peut payer tout ou partie de ces termes.

Le loyer ne peut être réclamé qu'à terme échu et après déduction de toutes sommes versées d'avance.

Les charges demeurent exigibles dans tous les cas, comme il est dit ci-dessus.

Ces locataires ne peuvent être autorisés à mettre fin à leur location, mais peuvent être autorisés à quitter les lieux loués sans avoir à payer en préalable les loyers en retard pour lesquels ils ont obtenu des délais réguliers.

b) LOCATAIRES NON PATENTÉS OU LOCATAIRES EN GARNI

1° Petits loyers (égal ou inférieur à 600 francs). — Mêmes règles que pour les locataires patentés de cette catégorie.

2° Loyer supérieur à 600 francs et égal ou inférieur à 1.000 francs. — Mêmes règles que pour les locataires patentés dont le loyer va de 601 francs à 2.500 francs. Néanmoins, pour les habitants des communes du département de la Seine hors Paris et de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon (Seine-et-Oise), la faculté de quitter les lieux loués sans paiement des loyers en retard n'est admise pour les locataires non commerçants que si leur loyer est égal ou inférieur à 300 francs.

3° Loyer supérieur à 1.000 francs, sans limitation. — Mêmes règles que pour les locataires patentés dont le loyer est supérieur à 2.500 francs. Mais ils ne peuvent être autorisés à quitter les lieux loués sans payer en préalable les loyers en retard.

3° Ancienne zone des armées

C'est approximativement la partie du territoire qui, en septembre 1914, était comprise dans la zone des armées et ne l'est plus actuellement. Elle comprend, en dehors de la Seine, dont le traitement est spécial, les départements suivants : Aube, Doubs, Eure, Haute-Marne, Haute-Saône, Oise (arrondissements de Beauvais et de Clermont), Pas-de-Calais (arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer), Seine-et-Marne (arrondissement de Fontainebleau), Seine-et-Oise (à l'exclusion des communes de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon), Somme (arrondissement d'Abbeville), Vosges (arrondissements de Mirecourt, Neufchâteau et Remiremont).

Dans cette région, il n'existe aucune distinction entre les locataires patentés et les non-patentés ou les locataires en garni.

1° Petits loyers (égal ou inférieur à 600 francs dans les villes de 100.000 habitants et au-dessus ; Rouen et le Havre ; égal ou inférieur à 300 francs dans les villes de 5.000 habitants et au-dessus ; égal ou inférieur à 100 francs partout ailleurs). — Prorogation de trois mois pour tous loyers échus depuis la mobilisation ou à échoir jusqu'au 31 mars 1916.

Le propriétaire est toujours admis à faire la preuve que son locataire peut payer tout ou partie de ces termes.

Le loyer ne peut être réclamé qu'à terme échu et après déduction de toutes sommes versées d'avance.

Les charges sont exigibles comme il est dit ci-dessus.

Ces locataires ne sont pas autorisés à mettre fin à leur location mais ils peuvent être autorisés à quitter les lieux loués en enlevant tout ou partie de leur mobilier sans avoir en préalable à payer leurs termes en retard.

3° Loyer supérieur aux taux des petits loyers ci-dessus fixés et sans limitation. — Mêmes règles que pour les locataires patentés de Paris dont le loyer est supérieur à 2.500 francs. Mais ils ne peuvent être autorisés à quitter les lieux loués sans payer en préalable les loyers en retard que s'ils sont commerçants, et pour les locaux servant à l'exercice de leur commerce.

4° Sur tout le reste du territoire et en Algérie

a) INDUSTRIELS, COMMERÇANTS ET AUTRES PATENTÉS

(Le décret ne dit pas si les règles qui suivent s'appliquent aussi bien aux locaux affectés au commerce ou à la profession qu'à ceux qui sont affectés à l'habitation.)

1° Petits loyers (fixés comme ci-dessus). — Prorogation de trois mois pour tous les loyers échus depuis la mobilisation ou à échoir jusqu'au 31 mars 1916.

Le propriétaire est toujours admis à faire la preuve que son locataire peut payer tout ou partie de ces termes.

Le loyer peut être réclamé d'avance, si le bail le prévoit, et sans déduction des sommes versées au propriétaire à valoir sur les derniers mois de location.

Les charges sont exigibles comme il est dit ci-dessus. Ces locataires ne sont pas autorisés à mettre fin à leur location mais ils peuvent être autorisés à quitter les lieux loués en enlevant tout ou partie de leur mobilier sans avoir en préalable à payer leurs termes en retard.

2° Loyer supérieur aux taux des petits loyers ci-dessus fixés et sans limitation. — Mêmes règles que pour les locataires patentés de Paris dont le loyer est supérieur à 2.500 francs ; mais le loyer peut être réclamé d'avance si le bail le prévoit, et sans déduction des sommes versées au propriétaire à valoir sur les derniers mois de location.

b) LOCATAIRES NON PATENTÉS ET LOCATAIRES EN GARNI

1° Petits loyers suivant les distinctions établies ci-dessus. — Mêmes règles que pour les locataires patentés de même catégorie.

2° Loyer de taux supérieurs sans limitation. — C'est le droit commun qui l'un est applicable. Donc aucune prorogation n'est accordée à ces locataires qui peuvent cependant, lorsqu'ils sont poursuivis, demander des délais de grâce au juge de paix ou au tribunal en vertu de l'article 1244 du Code civil.

III. JURIDICTIONS COMPETENTES

a) Pour toutes contestations relatives au paiement des loyers, sauf l'exception ci-après indiquée, c'est tout d'abord au juge de paix de l'arrondissement (à Paris) ou du canton (dans les départements) dans lequel se trouve l'immeuble que doit s'adresser le propriétaire.

Si le loyer est égal ou inférieur à 600 francs, le juge de paix peut ordonner le paiement des loyers, en dernier ressort, s'il est réclamé au plus 300 francs, à charge d'appel devant le tribunal civil, si la somme réclamée est supérieure et quel qu'en soit le chiffre.

Si le loyer est supérieur à 600 francs, le juge de paix ne peut qu'autoriser les poursuites. C'est le tribunal civil qui seul peut condamner au paiement des loyers, en dernier ressort s'il est réclamé au plus 1.500 francs, à charge d'appel devant la Cour si la somme réclamée est supérieure et quel qu'en soit le chiffre.

Toutefois, dans la partie du territoire qui n'a à aucun moment été comprise dans la zone des armées (2° ci-dessus) les contestations relatives aux loyers supérieurs aux taux des petits loyers sont régies par le droit commun.

Si ces loyers sont égaux ou inférieurs à 600 francs, ce qui peut arriver dans toutes les communes de moins de 100.000 habitants, le juge de paix est compétent comme il est dit ci-dessus.

Si les loyers sont supérieurs à 600 francs le juge de paix n'est jamais compétent. La demande doit être portée directement devant le tribunal civil, puis, s'il y a lieu, devant la Cour d'appel.

b) Pour toutes contestations relatives aux réparations locatives c'est, en vertu du droit commun, le juge de paix qui est toujours compétent, en dernier ressort si la demande ne dépasse pas 300 francs, à charge d'appel devant le tribunal si la demande est supérieure et quel qu'en soit le chiffre.

c) Pour les résiliations de baux et de locations en vertu du décret et pour les sorties de lieux loués sans paiement préalable des termes dus, c'est au juge de paix que doit être demandée l'autorisation nécessaire.

Comme c'est simple ! Le tout était d'y songer.

Fernand Izouard,
Avocat à la Cour

AU PARLEMENT

L'utilisation des hommes

La Commission de l'armée de la Chambre a voté, hier, la motion suivante :

« La Commission de l'armée signale au ministre de la guerre la nécessité absolue qu'il y a, tant au point de vue des économies budgétaires qu'au point de vue de la défense nationale, à ne procéder qu'avec les plus grandes précautions au remplacement par des R. A. T., des ouvriers mécaniciens employés à la réparation des automobiles, ainsi que des conducteurs expérimentés ; à surseoir aux remplacements commencés des ouvriers et conducteurs des services automobiles, chaque fois qu'il n'y aura pas certitude absolue que le remplaçant est parfaitement apte à l'emploi auquel on le destine, ceci en raison des capacités tout à fait spéciales nécessaires aux hommes des services automobiles. »

Les marchés de la guerre

La commission de contrôle des marchés de la guerre a constitué, hier, son bureau de la façon suivante :

Président, M. Simey ; vice-présidents, MM. Eymond, Galpin, Lugol et Mistral ; secrétaires, MM. Flaudin (Yonne), Connecot, Barrabant, Ramel et de Wendel.

Au Sénat

L'IMPOT SUR LE REVENU

Il s'agit de discuter le fameux article 5 (impôt sur le revenu) voté la veille par la Chambre et adopté par la commission.

M. Tournon parle le premier sur ce petit conflit :

— Le silence du Sénat, dit-il, me paraît montrer son peu d'enthousiasme à accepter le texte qui lui est présenté.

M. RIOT. — C'est une capitulation ! M. PEYTRAL, président de la commission des finances. — Non ! c'est un vote politique !

M. Tournon. — Le texte actuel a réuni à la Chambre une majorité encore plus grande que le texte précédent. Mais je suis sûr que beaucoup des votants, à la Chambre comme ici, ne se font pas d'illusions sur l'application de l'impôt sur le revenu dans les délais prévus. Je suis certain qu'un texte nouveau viendra, devant les Chambres avant la fin de l'année.

On crée deux catégories de contribuables : l'une aura le moratorium complet ou le moratorium de déclaration ; l'autre paiera. Une telle situation est inadmissible.

J'aurais pu pas comprendre l'entêtement des jeunes de la Chambre ou leur attachement à un geste vain qui part d'un sentiment politique assez mal venu en ce moment. Ce geste politique est impolitique. Il sera mal pris par le public. (Bruit.) Il aura des répercussions financières fort graves. Personne ne veut empêcher l'application d'une loi votée ; personne ne songe à éluder l'impôt. Mais pourquoi votre texte qui ne comprend qu'un geste ?

On ne peut pas dire que les conseils de sagesse donnés par le Sénat aient été entendus. Il est des frissons qu'il ne faut pas faire ressentir au marché financier. (Très bien ! à droite et sur divers bancs.) Ce n'est pas au lendemain de la réussite de l'emprunt qu'il fallait faire le geste qu'on nous propose. Je ne veux pas en dire davantage.

Le projet qui nous est apporté n'atténue rien ; il aggrave le texte primitif. Il donne à l'administration un délai de cinq ans pour réparer ses erreurs d'appréciation.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. — Non ! pour reprendre les omissions.

M. Tournon. — En tout cas, votre éloquence pour appliquer l'impôt dès cette année. Le contribuable est livré sans défense à l'administration. Je me résume : ce projet est fait à contre-temps. A chacun ses responsabilités. La Chambre a voté le projet d'enthousiasme.

M. RIOT. — C'est peut-être exagéré. (Rires.)

M. Tournon. — En tout cas, votre éloquence n'a pas pu convaincre la Chambre.

Et l'orateur conclut en disant, au nom de beaucoup de ses amis, qu'il lui est impossible de couvrir de son vote un pareil geste.

M. Ribot répond :

— Je reconnais que j'étais d'avis d'ajourner le projet. Mais, chose doit dominer : l'accord entre tous. L'application de ce loi sera faite dans un esprit de grande modération et de loyauté. M. Tournon craint des conséquences financières graves. J'ai confiance dans le pays et je suis sûr que nos concitoyens sont tous désireux de faire les sacrifices nécessaires. Ceux qui doivent payer l'impôt le feront de bon cœur. (Très bien !) Le paiement de l'impôt en argent se fera aussi volontiers que le paiement de l'impôt du sang. (Applaudissements.)

M. de Las-Cases, quoique partisan de l'impôt sur le revenu, déclare que le vote demandé constituerait une manifestation stérile, et M. Gaudin de Villaine s'étonne que ceux qui se réclament de la Révolution veuillent faire revivre la taille que supprima la Révolution. On va effrayer les capitaux, affaiblir le crédit. Il ne votera pas cet article 5.

Mis aux voix, le texte de l'article 5, tel qu'il a été voté par la Chambre et adopté par la commission du Sénat, est adopté par 179 voix contre 65.

L'ensemble du projet est voté à l'unanimité de 258 votants.

Le Sénat adopte ensuite un projet régularisant le décret du 29 septembre 1914 relatif aux sociétés austro-boches d'assurances contre les accidents du travail et d'assurances sur la vie.

Puis il s'ajourne au mardi 11 janvier 1916.

A l'Hôtel de Ville

CONSEIL MUNICIPAL

Subventions aux œuvres de guerre

Au début de la séance d'hier, M. Accoc expose son rapport sur les subventions aux œuvres de guerre, dont les conclusions sont adoptées. Disons, notamment, qu'un crédit de 20.000 francs est alloué au Secours de Guerre, œuvre d'assistance aux réfugiés, aux orphelins, aux sans-abri, aux militaires convalescents ou permissionnaires. M. Rebeyrol fait voter une allocation de 10.000 francs, pour aider à loger les soldats permissionnaires.

Le taux des bons municipaux

M. Louis Dausset est intervenu, à propos de l'émission de bons municipaux, dont il est question dans son rapport.

En effet, en rendant compte de la séance du Conseil municipal du 28 décembre, quelques journaux ont annoncé que la Ville de Paris allait solliciter l'autorisation d'émettre une nouvelle série de bons municipaux au taux de 6 fr. 50 0/0.

L'opération annoncée est une simple formalité d'ordre budgétaire ; il n'est pas question d'une nouvelle émission pour le moment. Quant au taux de 6 fr. 50 0/0 qui a été indiqué, il s'agit du taux maximum qui doit être visé par le décret d'autorisation qui doit comprendre non seulement le taux de l'intérêt payé aux souscripteurs, pour lequel il n'y a pas lieu d'envisager la moindre majoration, mais encore divers frais, notamment les impôts pris par la Ville à sa charge.

Nos ciseaux

La question de Sieyès

Du Rappel :

Gustave Téry demande, dans l'Œuvre : « Les seuls socialistes ont-ils le droit de parler ? Ne sommes-nous, auprès d'eux, que des Français de 2^e zone ? »

Mais non, Téry ! Nous ne sommes pas des Français de 2^e zone. Nous sommes des Français ordinaires. Les socialistes sont des privilégiés.

Comme avant la Révolution Française, il y a en France trois ordres :

Le Clergé ;
Les Socialistes ;
Le Tiers-Etat.

Les socialistes ont pris la place de la noblesse. Ils sont un ordre privilégié.

Lorsqu'ils s'abstiennent, au nombre de 90, dans un scrutin à la Chambre, le cabinet Viviani se retire.

L'ancien président du Conseil nous a déclaré, en effet, qu'on ne pouvait gouverner dans ces conditions. Cinq cents députés contre quatre-vingt-dix socialistes, pensez donc !

Le nouveau président du Conseil, M. Briand, en prenant le pouvoir, déclarait qu'un socialiste avait deux fois plus de mérite à faire son devoir qu'un vulgaire citoyen.

Les socialistes de la Chambre reçoivent régulièrement, de leurs ministres, des confidences sur le Conseil des ministres et la politique du Gouvernement, confidences que les autres groupes ne reçoivent pas.

Les socialistes tiennent des congrès que les autres partis ne tiennent pas.

La censure les protège officiellement.

Etc. ! etc. !

Voilà bien le privilège.

Ce n'est pas tout.

L'idée des frontières naturelles ne cadrait pas avec le dogme socialiste de Longuet, pendant plusieurs mois la censure a fait prévaloir le dogme marxiste au détriment de la politique de la Révolution Française.

Il serait inique que les socialistes fussent privés des droits des autres citoyens.

Il est intolérable qu'ils profitent d'un privilège.

Le Tiers-Etat, Téry, est là qui veille.

Vous venez de poser la question de Sieyès.

C'est parfait.

P. S. — Il faut être juste avec les socialistes comme avec les autres citoyens.

Guesdès, Sembat, Thomas se sont conduits devant le congrès de leur parti en patriotes. Ils ont renoncé à l'Internationalisme inopportuniste. Guesdès a rugé, Sembat a clonné, comme dit Hervé, Thomas a réédité le mot de Mac-Mahon : « Je suis aux Mutilés, j'y reste. »

Contre la censure

Dans l'un de nos derniers numéros, nous avons publié un article sur l'action française en Syrie, malgré que la censure nous en eût demandé l'ajournement. « Nous sommes ici quelques Français, disions-nous, résolu à ne plus admettre la politique d'« ajournement » et, par nos soins, la question de Syrie sera posée comme elle doit l'être, à son heure. »

A la suite de ce « fait-divers » l'Agence Fournier vient d'adresser à la presse la protestation suivante :

Nous nous associons pleinement à la protestation de notre confrère.

Il a raison.

C'est de la faute de la censure, ou tout au moins de la consigne donnée à la censure, ou plus exactement de la manière dont la censure a compris et exécuté la consigne qui lui avait été donnée, que le Parlement, les Commissions du Sénat et de la Chambre et l'opinion publique ont pu ignorer ce qui se tramait à Sofia. Si n'avait pas été défendue par la censure de publier aucune note sur la Bulgarie, on aurait appris en France ce qu'on pensait à Rome, à Bucarest et à Athènes, des pourparlers de Ferdinand de Cobourg et de Radostawoff avec la Triple-Entente.

Si la consigne de la censure n'avait pas été aussi impérative, on aurait su en France que les autorités serbes avaient été venues de la volubilité, des longtempis arrêtés, de la Bulgarie de marcher avec les Empires du Centre.

Il y a un an, l'Agence Fournier était suspendue pour avoir publié un ordre du jour du général Joffre, affirmé faux par le général C... et reconnu depuis « authentique » : Il y a trois jours, l'Agence Fournier était rappelée à l'ordre — singulier anniversaire.

L'Agence Fournier ne peut que s'incliner devant les exigences de la censure, si injustifiées qu'elles soient, et c'est pourquoi, tandis que plusieurs journaux ont publié des comptes rendus sur le Congrès socialiste, nous n'avons pu, nous, nous référant à la consigne, communiquer aux journaux abonnés à nos services une seule ligne sur le Congrès.

Quant à la présence du général de Castelnau à Salonique, notre dépêche de Rome a été confisquée : la nouvelle a été connue, en effet, en Italie, télégraphiée d'Athènes par les correspondants particuliers de la Tribune et du Secolo et l'ennemi la commaisait depuis longtemps lorsqu'il fut permis de la publier dans les journaux français.

Nous continuerons à nous incliner devant les exigences de la censure ; nous nous devons à nos abonnés.

Une agence n'est pas un journal, elle n'a pas le droit de faire de la polémique, mais elle a le droit de protester... elle proteste.

LA VIE CHÈRE

L'élévation des cours des différentes denrées provoquée, aux Halles centrales, par les fêtes de Noël s'est maintenue hier sur presque toutes les catégories, notamment sur pavillon des légumes et à celui de la volaille et des beurres.

VIANDE

Le kilo

Pot au feu	1,00 à 1,60
Aloyau entier	1,80 à 3,30
Veau entier	2,30 à 3,00
Épaule de veau	2,20 à 2,60
Mouton entier	1,60 à 2,90
Gigot	2,80 à 3,80
Ragout de mouton	1,50 à 1,80
Porc entier	2,30 à 2,80

NOUVELLES DE LA DERNIERE HEURE

AUTOUR DE SALONIQUE ON SE BAT FERME EN GALICIE

L'aviation française

Les premiers éléments d'aviation ont débarqué à Salonique, le 19 octobre, et rien que l'installation des parcs pour les différentes escadrilles souleva de grosses difficultés. Au bout d'une semaine, cependant, des avions faisaient leurs premières explorations dans la région de Guevgueli, et bientôt le service aérien était organisé. Il fonctionne aujourd'hui à merveille et nos aviateurs font de fréquentes reconnaissances malgré le froid qui est très vif, le manque absolu de terrains propices à l'atterrissage, des crêtes abruptes de 1.600 à 1.800 mètres qu'il faut franchir et des vallées encaissées au-dessus desquelles les remous sont très brusques et très violents. Les aviateurs rendent des services particulièrement précieux au point de vue topographique, car de bonnes cartes de la région manquaient totalement.

La défense de Salonique

Genève, 28 décembre. — Le correspondant de la Gazette de Voss qui a pu visiter Salonique, télégraphie que la première ligne de défense autour de la ville est terminée ; on travaille à l'établissement de la deuxième ligne.

Le correspondant est étonné des grandes masses d'artillerie que les Alliés concentrent à Salonique.

La peau de l'ours

Au sujet des événements de Salonique, le centre actuel des opérations militaires est expliqué dans les milieux politiques romains comme le premier résultat de l'insuffisance des traités conclus entre la Bulgarie et les Empires centraux. L'accord bulgaro-germanique prévoyait seulement la conquête de la Macédoine. Aujourd'hui qu'il s'agit de faire une attaque coûteuse, les Bulgares ne se décident à marcher que s'ils reçoivent l'assurance que Salonique tombera en leur pouvoir.

Une armée serbe intacte

Athènes, 29 décembre. — La Patris, annonce que la glorieuse armée du général Stepanovitch est parvenue heureusement en Albanie.

Le général Stepanovitch a exécuté sa retraite en ramenant une armée intacte de 64.000 hommes.

Plus d'offensive mais la défensive

On télégraphie d'Athènes à l'Evening Standard :

« Loin d'envisager une attaque, contre les Alliés en Macédoine, les Austro-Allemands semblent se mettre sur la défensive. Des aviateurs alliés annoncent que l'ennemi se retranche maintenant tout le long de la ligne. »

« On annonçait hier que les forces alliées étaient encore renforcées par l'arrivée des Serbes. »

UN SUCCES MONTENEGRI

Le consulat général de Montenegro nous communique les dépêches suivantes :

« Le succès que nous avons remporté le 23 décembre à Lepenitz a été plus grand que celui annoncé. Cinq cents cadavres ont été, en effet, trouvés sur l'aile droite du contingent qui opérait contre nous, mais les pertes des Autrichiens se sont élevées dans cette affaire, à plus de deux mille morts et blessés. »

« Le roi Nicolas a adressé ses félicitations au général commandant la brigade de Vassioevitch. »

VENIZELLOS ACCLAMÉ

Athènes, 27 décembre. (Retardée dans la transmission.) — M. Venizelos a été, aujourd'hui l'objet d'une démonstration enthousiaste de la part de milliers de citoyens appartenant à toutes les classes de la société et venus à sa résidence lui offrir leurs compliments pour sa fête.

L'éminent homme d'Etat leur a répondu par un discours où il a fait ressortir le danger bulgare et où il a insisté sur l'importance de la présence des Alliés à Salonique.

Petrograd, 28 décembre. — Communiqué du grand état-major.

Front occidental. — Dans la région de Riga, au sud du lac Babit, les Allemands ont tenté de s'approcher de nos tranchées, mais ils ont été repoussés par notre feu ; cependant, une partie de l'ennemi a pu se taquer près des barrières en fil de fer, mais elle a été chassée dans ses tranchées par nos éléments lancés contre eux.

Sur le reste du front, jusqu'à la région du Pripet, feu de mousqueterie habituel et canonnade.

Sur le sud du Pripet et en Galicie, les rencontres se poursuivent partout, revêtant, par endroits, un caractère de grand acharnement.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Londres, 28 décembre. — Communiqué du front britannique (21 heures). — Hier soir, près de Fricourt, nous avons fait éclater une mine, causant de grands dégâts aux Allemands. Aujourd'hui, la canonnade allemande fut plus active qu'à l'ordinaire, surtout au sud du canal de La Bassée, près d'Armentières et à Ypres.

Notre artillerie a riposté efficacement et de bons résultats ont été constatés.

COMMUNIQUE BELGE

Au nord et au sud de Dixmude, les tirs exécutés sur des abris de mitrailleuses ennemies ont donné de bons résultats.

Nos batteries ont détruit les parapets des travaux allemands au château de Woumen et près de Luyghem.

La botte allemande

La Banque nationale belge, ayant déclaré que la Belgique ne pourrait plus payer d'autres impôts, a été condamnée à la peine de trois millions de marks par les autorités militaires allemandes.

Cette condamnation est confirmée officiellement.

UN VAPEUR GREC TORPILLE (?)

Athènes, 28 décembre. — Dans les milieux maritimes du Pirée, on se montre très ému par la nouvelle parvenue ici que le vapeur grec Antipa aurait été torpillé et coulé par un sous-marin allemand dans la mer du Nord. Aucune information n'a été reçue sur le sort de son équipage.

LES BULGARES INSULTENT LES PRISONNIERS

Selon des informations de journaux bulgares, des prisonniers anglais ont été conduits à Sofia et promenés dans les rues sous les railleries et les insultes de la populace.

LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

Athènes, 28 décembre. — Des ingénieurs allemands et bulgares préparent activement la mise en exploitation de riches mines de cuivre se trouvant en Serbie, entre Zaitzar et Polevatz.

ILS MANQUENT DE CAOUTCHOUC

Le Reichsanzeiger de Berlin publie une ordonnance autorisant les propriétaires de camions automobiles à les faire circuler sans avoir muni les roues de bandes de caoutchouc.

LES TROUBLES DE BERLIN

Le Vaterland apprend que la garnison de Berlin vient d'être renforcée de 2.000 hommes, à la suite des troubles qui ont eu lieu dernièrement.

LE COURONNEMENT DU MIKADO

Petrograd, 28 décembre. — Le grand-duc Georges Michailovitch est parti pour Tokio afin de présenter au mikado les félicitations du tsar à l'occasion de son couronnement.

M. Kasakoff, chef de section des affaires d'Extrême-Orient au ministère des affaires étrangères, accompagne le grand-duc.

LA CONSCRIPTION EN ANGLETERRE

Londres, 29 décembre. — Le conseil de cabinet d'hier fera époque dans l'histoire de l'Angleterre, en marquant la fin de la grande controverse relative à la conscription.

La déclaration de M. Asquith que la conscription est nécessaire n'était pas inattendue ; elle est généralement bien accueillie.

Les adversaires de la conscription dans le cabinet sont peu nombreux et, contrairement aux bruits qui courent, on croit que les ministres adversaires de la conscription conserveront leurs portefeuilles.

Quoiqu'on n'ait jamais pensé que M. Asquith pût reprendre la parole donnée, la question était de savoir si l'on prolongerait encore la période fixée pour l'application de la méthode de lord Derby. M. Lloyd George s'est opposé énergiquement à cette prolongation ; son avis, qu'une action immédiate était absolument nécessaire, a prévalu à la séance du cabinet et a été partagé par la majorité des ministres après une étude approfondie de tous les à-côtés de la question.

RUPTURE PROBABLE ENTRE WASHINGTON ET VIENNE

Washington, 28 décembre. — Des informations de source officielle parvenues dans les milieux autorisés indiquent que l'Autriche n'accèdera pas aux réclamations de la seconde note des Etats-Unis relativement à l'Ancona et qu'elle se prépare à la rupture des relations diplomatiques.

LE GOUVERNEMENT SERBE RESTERA A SCUTARI

Rome, 27 décembre. — Contrairement aux bruits répandus par la plupart des journaux, le gouvernement serbe ne songe nullement à réunir la Skoupchtina en Italie ; il restera lui-même à Scutari, où sa présence est nécessaire. Outre que son contact permanent avec l'état-major serbe est indispensable, le cabinet Pachitch représente devant l'opinion européenne la Serbie indomptée attendant des jours meilleurs où la restauration du royaume deviendra possible.

LA MAISON EST A NOUS...

Dans un discours prononcé à Milwaukee, M. Heyamer, président de l'Association nationale germano-américaine, a déclaré : « On dit que nous devrions quitter ce pays si nous ne sommes pas contents de son altitude. Mais nous avons un droit à ce pays et nous ne permettrons à personne de nous l'enlever. »

Quelle révélation pour les vrais Américains que l'attitude prise depuis la guerre par ces Allemands restés allemands et qui constituent un Etat dans l'Etat !

VERS ISPAHAN

Téhéran, 27 décembre. — Les troupes russes ont occupé Kashan et marchent vers Ispahan.

LE BOURGMESTRE MAX

On mande de Berlin à Genève que le bourgmestre Max a été transféré dans une citadelle près de Hanovre.

ARRANGEMENT PROVISOIRE

La Gazette de Cologne déclare que l'arrangement relatif à la Pologne, conclu entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, ne vaut que pour la durée de la guerre.

Des arrangements spéciaux auront lieu pour les chemins de fer et pour la navigation de la Vistule entre Ivangorod et l'embouchure de la Pilitza.

UN DISCOURS DE M. BALFOUR

M. Balfour a prononcé, hier, à Londres, un discours complètement consacré à l'éloge de la marine anglaise qui, silencieusement, a joué un rôle capital depuis le début des hostilités.

A propos d'un manifeste socialiste

On mande de Berlin à Paris que le manifeste du congrès international socialiste des associations féminines, qui a eu lieu récemment à Berlin, a fourni l'occasion aux autorités judiciaires de Carlsruhe d'interdire une action contre les imprimeurs et distributeurs du manifeste qui sont accusés de haute trahison ; on a arrêté les propriétaires des imprimeries, les typographes socialistes Clara Zetkin, député de la Diète badoise, et Westmeyer, et de nombreux syndicalistes. Trois des inculpés sont poursuivis, en dehors de l'accusation de haute trahison, sous celle d'excitation à la haine des classes.

Ce procès, qui aura un grand retentissement, aura lieu pendant la première quinzaine de janvier devant le tribunal impérial.

UN VAPEUR ANGLAIS COULE

Londres, 29 décembre. — Le Lloyd annonce que le vapeur anglais Morning a été coulé. Le maître et le second ont été sauvés.

Le discours du tsar Ferdinand

Le discours que le roi Ferdinand a prononcé à l'ouverture du Sobranié a été court, mensonger et emphatique. Il a dit, en résumé, qu'après avoir vainement tenté de se faire pacifiquement restituer les territoires que les Serbes avaient traitreusement ravus, il avait été forcé d'ordonner à ses troupes d'aller délivrer leurs frères asservis. Dans un élan incomparable, ses troupes ont culbuté Serbes, Français et Anglais, et plus un ennemi ne foule maintenant le sol de la Macédoine.

Cela dit, le tsar a présenté l'addition, autrement dit, il a prévenu le Sobranié qu'il aurait à voter six douzièmes provisoires pour le budget de 1916 et les frais de la guerre.

Le mirage des pochettes

M. L..., demeurant rue de Magdebourg, payait, avant-hier, un manteau de 75 francs dans un grand magasin, avec quinze bons d'achat de 5 francs provenant de pochettes mises en vente le 27 septembre dernier par le Syndicat de la Presse au profit des épreuves de la guerre.

Étonné de trouver en une seule main tant de bons, l'administration du magasin s'informa auprès des organisateurs de la « Journée » et de la banque Lhideox.

Ceux-ci recommandèrent de ne soulever aucune difficulté, mais assurèrent que ce qui était arrivé devait être le résultat d'une manœuvre dont ils avaient déjà eu vent. En effet, les enveloppes des pochettes étant fort minces, il était facile de s'assurer de leur contenu en les tirant et des personnes indélicates, attachées aux sociétés qui avaient pris de gros stocks de pochettes, ont dû retirer de certaines les bons qui s'y trouvaient et mettre les enveloppes en vente une fois vidées.

LES ORPHELINS SERBES A PARIS

Vingt-cinq enfants serbes, orphelins de la guerre sont arrivés à Paris sous la conduite de leur professeur M. Ilbrovatz. Ils ont été reçus à la gare de Lyon par le personnel de la légation de Serbie et les délégués du ministre de l'Instruction publique et du préfet de police. M. Vesnitch, ministre de Serbie, leur a souhaité la bienvenue en larmes émus. Il leur a dit que la France les adoptait pendant leur exil et que de ce fait ils contractaient envers elle une dette de reconnaissance qu'ils acquitteraient en l'honneur et en la faisant aimer plus tard à leurs enfants et petits-enfants.

D'autre part, on télégraphie de Bordeaux que quarante-cinq enfants serbes réfugiés sont arrivés hier matin. Ils ont été reçus par M. Julien Savré, secrétaire général, représentant le préfet, le représentant du mai-

re, le consul de Serbie et les membres de la Croix-Rouge. Après avoir été ravitaillés, ils ont été dirigés sur Pons (Charente-Inférieure).

SINGULIERE TIRELIRE

La vieille propriétaire d'un bateau-lavoir amarré sur la Saône, Mme veuve Gauthier, vien de mourir à Chalon-sur-Saône.

En passant l'inspection de son logis, on trouva dans un vieux seau une somme de 38.000 francs en pièces d'or qui iront sans doute grossir les versements à la Banque de France.

LE PIGEON FRANÇAIS RESTERA AU LOGIS

Un décret interdit à l'intérieur du territoire français le transport des pigeons vivants de toutes espèces. Cette mesure est évidemment prise à cause des pigeons voyageurs qui pourraient être utilisés par l'ennemi. Mais, pour plus de sûreté, on n'a fait d'exception pour aucune espèce de pigeons.

MOBILISES ITALIENS RETOUR D'AMERIQUE

Bordeaux, 29 décembre. — A bord du paquebot Espagne, de la Compagnie Générale Transatlantique, arrivé dans la soirée à Bordeaux, se trouvaient 600 mobilisés italiens qui débarqueront demain dans la matinée et prendront un train spécial qui les conduira vers l'Italie.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT

Billets d'hivernage pour Royan

On sait que la douceur du climat de Royan en fait une station hivernale réputée à l'égal des autres stations hivernales du golfe de Gascogne.

Pour faciliter les déplacements sur cette plage, l'administration des chemins de fer de l'Etat a créé des billets spéciaux d'aller et retour individuels, dits « Billets d'hivernage », qui, chaque année, sont délivrés à Paris et dans toutes les gares des lignes du sud-ouest distantes d'au moins 100 kilomètres, pendant la période allant du 1^{er} novembre au mercredi avant la fête des Rameaux.

Les prix de ces billets, valables pendant 33 jours, avec faculté de prolongation de 30 ou de 60 jours, moyennant un supplément de 10 ou de 20 0/0, sont, au départ de Paris, de 68 fr. 40 en première classe, 49 fr. 85 en deuxième classe et 35 fr. 50 en troisième classe.

COURRIER DES THEATRES

Ce soir :

Comédie-Française, 8 heures, *Primerose* ; Odéon, 8 h., *L'appel des clairons*, *Télé de Linotte* ; Gaité, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?* ; th. Antoine, 8 h. 15, *La Belle Aventure* ; Apollo, 8 h. 15, *La Cocarde de Mimi Pinson* ; Vaudeville, 8 h. 15, *Cabiria* ; Renaissance, 8 h. 30, *La Puce à l'oreille* ; Palais-Royal, 8 h. 30, *Il faut l'avoir* ; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, *Kit* ; Trianon-Lyrique, 8 h. 15, *La Poupée* ; Variétés, 8 h. 30, *Mademoiselle Josette la femme* ; théâtre Sarah Bernhardt, 8 h. 30, *L'Aiglon* ; théâtre de la Porte-Saint-Martin, 7 h. 30, *Cyrano de Bergerac* ; Ambigu, 8 h. 30, *Sherlock Holmes* ; Athénée, 8 h. 30, *L'Ecole des Civils* ; théâtre Réjane, 8 h. 30, *Mme Sans-Gêne* ; Gymnase, 8 h. 45, *Les Deux Vestales* ; Capucines, 8 heures 15, *Paris quand même* ; Déjazet, 8 h. 15, *Les Fiancés de Rosalie* ; Grand-Guignol, 8 h. 45, *Le Mystère de la Main noire* ; théâtre Michel, 8 h. 30, *Vous permettez ? Son Fillet*.

Le gérant : ANTOINE KLEYNIENS.

Soc. Anon. des Imp. WELHOFF et ROCHÉ, 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ARCEAU, directeur.

FEUILLETON DE L' « ŒUVRE » du 30 décembre 1915

43

La Poilue

PAR

Une PREMIÈRE de la rue de la Paix

DEUXIEME PARTIE

XV.

Jean Dubois

Tous les critiques avaient parlé du tableau de Jean Dubois, exposé au Salon d'automne. « Sujet d'une émotion facile », avait dit l'un d'eux tout en rendant hommage à la maîtrise de la facture.

C'est une petite marchande de violettes à la rousse tignasse ébouriffée par le vent. On la sent grelottante sous les guenilles qui lui plaquent au corps. Les yeux égarés, son vieux bouquet de violettes à la main encore tendue, elle regarde la belle dame emmitouffée de fourrures qui, indifférente à son geste, se perd dans la foule à peine indiquée et pourtant si mouvante.

La fillette, on le devine, doit faire depuis des heures la vaine offrande de son bouquet fané. Et il y a tant de désespoir, tant de découragement et tant de résignation dans ses yeux fiévreux, elle est

si vraie, si poignante sous le bec de gaz dont la flamme vacillante l'éclaire d'une lueur blafarde, qu'un tout petit garçon s'est écrié en regardant le tableau : « Oh ! dis, petite mère, achète-le lui, son bouquet ! »

L'illustration, le Monde Illustré et la Vie Heureuse ont reproduit la toile. Les publications Pierre Lafitte ont demandé à Jean Dubois de publier aussi son portrait...

C'est le succès, mais ce que Jean Dubois ignore, lui qui connaît mal les dessous de la gloriole parisienne et surtout la manière d'intriguer pour l'obtenir, c'est que Lina, plus avisée, a, quelques jours avant le vernissage, pris le soin de prévenir, par un mot inoffensiblement signé, tous les directeurs de revues et de journaux que Jean Dubois exposait au salon... et que Jean Dubois n'était autre que Xénis...

C'est la vogue de Xénis qui « porta » le talent de Jean Dubois... Sans Xénis, un peu méprisé de Jean Dubois, il est fort probable que la petite marchande de violettes, en dépit de sa réelle valeur, fût demeurée dans le coin sombre où elle est si mal exposée sans qu'aucun critique l'y vint découvrir.

Pas un de ces messieurs, d'ailleurs, n'a omis d'associer le nom de Jean Dubois à celui de Xénis... Les illustrés « d'art et de mode » ont ainsi libellé la légende figurant sous le tableau : « La petite marchande de violettes ». Cette toile très remarquée au Salon d'automne est due au pinceau de Jean Dubois, un jeune peintre de grand avenir doublé d'un « silhouetteur » remarquable. Jean Dubois n'est autre que Xénis, le charmant dessinateur si goûté

des grands maîtres de la couture, et dont nos aimables lectrices ont souvent admiré ici même les délicieuses silhouettes parisiennes.

Du coup, les couturiers, « toujours en mal d'innovation », comme ils disent, ne voudraient plus appeler Xénis autrement que Jean Dubois.

— A présent, vous devriez signer vos dessins Jean Dubois et mettre à la suite Xénis entre parenthèses, a dit Marchoff.

Et il ajoute : — Nous vous confierions beaucoup de croquis pour le Figaro et l'Echo de Paris, ça vous lancerait tout à fait comme peintre...

— Ah ! ça, c'est une excellente trouvaille... s'est joyeusement écrié Xénis. — Et puis, ajoute Marchoff, décidément en veine de protection, je vous ferai faire la connaissance d'un de mes amis qui, lui, fait de la sculpture, un garçon étonnant... très artiste et qui a appris tout seul à l'étranger. C'est le représentant ici d'une importante maison de gants de Dresde ; à vous deux vous pourriez peut-être organiser une jolie petite exposition dans une salle à la mode...

Cette fois, au lieu de faire une... machine qui n'attire pas l'œil du Tout-Paris, vous feriez quelque chose d'épaulant... des portraits ! des portraits de femmes chics... Tenez, Maud Darleux, par exemple... Elle ne vous refuserait pas de poser... Vous la peindriez dans une jolie robe de la maison, ce serait une occasion... on vous ferait une belle réclame... Ah ! pour devenir un grand artiste, il faut savoir se débrouiller...

— Avant de continuer, Marchoff ponctue son débit d'un petit rire finaud, puis :

— Mon ami est un roublard, lui, il s'est fourré d'un tas de petites associations, de petites sociétés... Ainsi, tout dernièrement, il a failli avoir la commande d'une statue ! Oui... tel que je vous le dis... un bonhomme que l'on voulait mettre dans une rue ou sur une place, je ne sais plus au juste... Alors il en a fait un buste comme ça de chic... sans l'avoir jamais vu, et il l'a proposé carrément au Comité qui avait eu l'idée de l'affaire... Ah ! c'est un malin.

— Pourquoi a-t-il coupé ce pauvre homme en deux ?... Il eût dû le faire en pied, pendant qu'il y était... un peu plus un peu moins... — Oh ! mais non !

— Quand on leur fait des bras et des jambes, dit-il, il se trouve toujours des grinceux pour affirmer que ce n'était pas leur attitude habituelle ; ça crée des disputes.

« Ah ! il est très rigolo... on ne s'en moque pas avec lui, il a toujours le mot pour rire : un véritable artiste, quoi ! Vous verrez, je suis sûr que vous vous entendrez très bien ensemble. — Et... on l'a érigé, ce buste ? — Non... je ne sais pas pourquoi d'ailleurs, puisqu'il l'offrait pour rien, mais il l'a chez lui, superbe... haut comme ça ! et large !... un vrai monument ; ça fait tout drôle quand on entre... »

Jean souriait amusé, mais l'instant d'après, non sans amertume, il songeait :

— Serai-je condamné toujours à n'avoir affaire qu'à ces brutes-là pour gagner ma vie ? Ils sont capables à la longue d'ensevelir sous cent pieds de leur satanée mousseline de soie « rebrodée

ton sur ton » ce qu'il me reste d'intelligence et de talent.

Lina et Féna venaient quelquefois à l'atelier de Jean Dubois, tout là-bas, à Montrouge. Lina se plaisait dans ce cadre nouveau, parmi les chevalets, les ébauches, les sobres bibelots aux lignes parfaites, si bien disposés dans cette claire et vaste pièce donnant sur les fortifications.

Là-bas, sur l'herbe rannée, les gosses de Poulbot s'ébattaient en poussant des cris assourdissants, tandis que des couples, les femmes tête nue, le chignon compliqué de peignes, d'épingles et de barrettes en celluloid aux clinquantes verroteries, les hommes en casquette, marchaient amoureusement enlacés, perdus dans leur rêve magnifique en butant contre les tessons de bouteille, les vieilles savates et les ordures de toutes sorte répandues là par les ménagères d'alentour.

— Ah ! quel changement ! que c'est apaisant ! disait Lina au retour : ne plus entendre parler de chiffons, ne plus entendre brailler, ne plus vivre parmi ces agités !

— Ayons que c'est parce que tu l'as bien voulu, tranchait Féna. Bien ne t'obligeait, la journée finie, à aller subir les doléances d'Otto Becker... on son humeur massacrante, on sa gaieté insolite, on ses déclarations ! Enfin tu as, Dieu merci, les yeux dessillés : ton béguin est passé.

(La suite à demain)